

Enfin, les deux pays ont convenu que les privilèges d'entrée en franchise prévus dans le Pacte seraient limités aux participants actuels. Les Trois Grands pourront donc, comme le leur permet actuellement le Pacte, continuer à importer en franchise des véhicules et des pièces de partout dans le monde aussi longtemps qu'ils respecteront les critères de production prévus dans le Pacte de l'automobile. Cette disposition leur permet actuellement d'épargner 300 millions de dollars par année.

Les États-Unis se plaignent depuis longtemps de ce que les programmes canadiens de remise de droits de douane liés aux exportations aux États-Unis constituent une subvention déloyale pouvant faire l'objet de droits compensateurs. Le Canada a accepté d'éliminer immédiatement ces programmes. Le gouvernement canadien respectera toutefois ses engagements et continuera à consentir des remises de droits aux sociétés qui construisent de nouvelles installations de production au Canada pour les encourager à acheter leurs pièces au Canada. Cependant, l'élimination du droit de douane et la clause sur la règle d'origine inciteront davantage les producteurs étrangers à s'implanter au Canada pour tirer profit de l'accord de libre-échange.

Les deux gouvernements ont également convenu que certains des défis posés à l'industrie automobile nord-américaine débordent la négociation d'un accord de libre-échange. C'est pourquoi ils ont accepté d'établir un comité sélect pour les conseiller sur les questions liées à l'automobile.

Industries culturelles

Dès le début des négociations, les Canadiens ont dit craindre qu'un accord n'affaiblisse la capacité qu'a le gouvernement d'encourager et d'aider les industries culturelles canadiennes (enregistrements sur film ou sur bande magnétoscopique, enregistrements musicaux audio ou vidéo, publication, radiodiffusion et câblodistribution) et de contribuer ainsi au développement d'une identité culturelle véritablement canadienne. En ce qui concerne le gouvernement, l'identité culturelle du Canada n'a jamais été mise en cause dans les négociations. Comme le déclarait dès le départ le Premier ministre: